

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 Chemin de Maquens
11 000 CARCASSONNE

Carcassonne, le 02/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



Cave Les 2 Terroirs SCAV

Avenue du Minervois
11200 ESCALES

Références : UID11/66-C1-2022-234

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2022 dans l'établissement Cave Les 2 Terroirs SCAV implanté Avenue du Minervois 11200 ESCALES. L'inspection a été annoncée le 25/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cave Les 2 Terroirs SCAV
- Avenue du Minervois 11200 ESCALES
- Code AIOT dans GUN : 0006605961
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les caves de Tourouzelle et Escales ont fusionné en 2001, elles sont regroupées au sein d'une même société. Chaque site a gardé ses spécificités : la cave de Tourouzelle vinifie les blancs et les rosés et Escales le rouge.

La cave d'Escales a été créée en 1936.

La cave emploie 4 salariés (directeur, secrétaire, 1 caviste par site).

La cave n'est pas d'adhérente à un groupement de caves.

99 % de la production expédiée en vrac le reste est pour le caveau (conditionné en externe hormis les bib à Tourouzelle).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative;
- Schéma des réseaux;
- Ouvrages de rejet ;

- FDS – Produits incompatibles;
- suites données à l'inspection de 2017;
- sécurité incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite des bassins, il a été constaté qu'un bassin pluvial extérieur au site pénètre de l'autre côté du grillage jusqu'en pied de digue. L'exploitant doit prendre l'attache du propriétaire/gestionnaire afin que le niveau de ce bassin soit abaissé pour permettre l'accès au pied de digue.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
sécurité incendie	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 23/07/1996, article 1	/	Sans objet
Inspection 03/05/2017	Autre du 03/05/2017, article 1	/	Sans objet
Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 7	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 9 III	/	Sans objet
Prélevement d'eau	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 13	/	Sans objet
FDS	Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de faire le point sur la situation administrative du site ainsi que sur la gestion des eaux et des produits chimiques.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation Administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/1996, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique principale 2251
Prescription contrôlée : D'après les actes administratifs, les installations sont réglementées par : - arrêté préfectoral du 23/07/1996 : préparation et conditionnement de vins sous la rubrique 2251-1, capacité de production 25 000 hl/an et traitement des effluents
Constats : Constats : L'inspection des installations classées a réalisé un point sur la situation administrative de l'établissement. Par arrêté préfectoral du 23/07/1996, la cave Les 2 Terroirs a bénéficié du droit d'antériorité pour les rubriques ICPE 2251 et 2750 sous le régime de l'autorisation. Rubrique 2251 - préparation et conditionnement de vin : L'évolution de la nomenclature ICPE classe désormais la cave au titre des ICPE sous le régime de l'enregistrement pour une production maximale de 36 000 hectolitres/an. Par ailleurs, le site dispose d'un volume de cuverie total de 57 000 hectolitres. Toutefois, certaines de ces cuves ne servent qu'au stockage et d'autres qu'à la vinification. Rubrique 2750 - traitement des effluents : La cave dispose d'un bassin pour traiter ses effluents. Il est relié à la cave via une canalisation. Le bassin n'accueille actuellement aucun autre effluent. La cave souhaite garder la possibilité de traiter les effluents du site de Tourouzelle. Elle est classée au titre de la rubrique 2750. Concernant les autres activités exercées sur le site, les quantités employées ou les activités exercées sont inférieures aux seuils prévus dans la nomenclature des installations classées : - Rubrique 1185 : gaz à effet de serre fluorés La cave dispose de 2 groupes froids pour un total de 27kg de fluide frigorigère. Le site n'est pas classé au titre de la rubrique 1185. - Rubrique 2921 : TAR La cave ne dispose pas d'une TAR. Le site n'est pas classé au titre de la rubrique 2921. - Rubrique 2910 : Chaudière La cave ne dispose pas d'une chaudière. Le site n'est pas classé au titre de la rubrique 2910. - Rubrique 4130 : produits chimiques toxicité aiguë classe 3 Le site dispose d'un stock de SO ₂ gazeux de 150 kg et de 1 m ³ de produits contenant du SO ₂ liquide. Il n'est pas classé sous la rubrique 4130. L'installation ne réalise pas de pressurage de raisins pour faire des jus ni de prestation de service de vinification sur ce site. Rubriques IOTA : • 1.1.1.0 : forage ou puits prélevant dans les eaux souterraines : pas de puits ou forage. Le site n'est pas classé au titre de la rubrique. • 2.1.5.0 : Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol. La surface imperméabilisée du site est de 3095 m ² . Le site n'est pas classé au titre de la rubrique.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Inspection 03/05/2017

Référence réglementaire : Autre du 03/05/2017, article 1
Thème(s) : Autre, suivi inspection précédente
Prescription contrôlée : Établir un plan complet des réseaux de la cave
Constats : Le plan des réseaux en date du 15/02/2022 a été consulté.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux en date du 15/02/2022 a été consulté. Le site dispose d'1 cuve extérieure sur dalle béton et collectée au réseau d'effluents. Le réseau pluvial se rejette directement au fossé communal adjacent. Le réseau effluent collecte l'ensemble de la cave et est envoyé au bassin via une canalisation souterraine après passage par le poste de pré-traitement. Il n'existe pas de vanne by-pass sur le site. L'aire de chargement / déchargement est collectée au réseau effluent via une grille de collecte.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 9 III
Thème(s) : Risques accidentels, stockages
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (produits d'entretien, de désinfection et de traitement, déchets susceptibles de contenir des produits polluants, marcs...) doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, de ruissellement, les produits répandus accidentellement et les fuites éventuelles. Pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les dispositions du premier alinéa de ce paragraphe ne s'appliquent pas aux raisin, jus de raisin, moût, vin et produits dérivés. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).
Constats : L'aire de chargement des camions est en béton et collectée au réseau des effluents.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
Constats : Une arrivée d'eau alimente le site, elle est connectée au réseau public. L'exploitant a précisé qu'un clapet anti retour est présent sur l'arrivée d'eau. Celui-ci a été observé lors de la visite du site.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 10
Thème(s) : Produits chimiques, FDS – Produits incompatibles
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractère très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Le registre des produits chimiques a été consulté. La mise à jour du registre est datée du 11/03/22. L'exploitant a fait une revue des FDS en préparant l'inspection. La FDS du DEVOXY a été consultée dans le classeur regroupant les FDS. Elle est datée du 17/04/2015. Le produit présente les phrases de risques : H302, H315, H318 et H 335 et pH =2. Seuls 8 produits chimiques sont utilisés sur le site. La consigne de sécurité relative à la manipulation des produits dangereux a été vue affichée dans le local. Aucun produit chimique incompatible n'a été observé, stocké sur une même rétention. Les bacs de rétention sont adaptés aux produits stockés. Le local de stockage de stockage des produits chimiques était situé dans un ancien bureau sans ventilation et très humide.
Observations : L'exploitant doit réaliser des travaux dans le local utilisé pour le stockage des produits chimiques ou déplacer le stockage dans un lieu de la cave plus adéquat.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/05/2000, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, vérification des moyens de secours
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.
Constats : Les consignes générales d'incendie ont été observées affichées dans la cave. Des extincteurs sont présents dans la cave . Coté bâtiment cuves auto-vidantes aucun extincteur n'est présent.
Observations : Des extincteurs en nombre suffisants et adaptés aux risques doivent être ajoutés dans la cave.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet